

L'antifascisme italien à Grenoble

Eric VIAL *

Dans l'entre-deux guerres, entre le temps de l'organisation du mouvement antifasciste en exil et son "effondrement", Grenoble, ville d'immigration italienne massive, a tenu son rang. Les liens avec le Front Populaire, les luttes ouvrières, les droits de l'Homme et la résistance française sont importants, malgré les difficultés à la fois internes et avec la France.

Dans l'entre-deux-guerres, l'émigration politique italienne en France ¹ mêle grévistes des «années rouges» (1919-1920) inscrits sur les listes noires des employeurs, militants politiques et syndicaux menacés de mort dans leur région d'origine, élus et journalistes victimes du gourdin fasciste, évadés des îles Lipari, mais aussi émigrés d'avant 1914 inscrits dans quelques sections de partis à l'étranger, ou émigrants économiques se politisant sur place, surtout en juin 1936, et compensant largement ceux qui abandonnent toute activité par dépit, par fatigue ou sous la menace. D'autre part, elle va de militants de base, ou sympathisants sans engagement précis, aux leaders d'opposition partis lors des lois de 1926, qui abolissent toute liberté politique en Italie, et, parmi ces leaders, elle va de libéraux comme Francesco Saverio Nitti, ancien président du Conseil, ou Carlo Sforza, ancien ministre et ambassadeur à Paris, à Camillo Berneri, dernier grand théoricien libertaire transalpin, en passant par des socialistes comme Giuseppe Emmanuele Modigliani, frère du peintre, ou Filippo Turati, le patriarche du réformisme milanais, des «républicains» mazziniens, des communistes, etc.

Ces émigrés pèsent dans l'histoire italienne, par leur nombre et la carrière ultérieure de certains. Sur un million d'Italiens en France dans les années trente, 10% seraient peu ou prou politisés ; les dossiers nominatifs de la police politique italienne ² renferment quelque 20 000 fascicules les concernant, depuis les sus-cités jusqu'à ceux dont une lettre à leur famille ou des amis au pays, ouverte par la censure postale, chante les louanges de Léon Blum, critique la guerre d'Éthiopie, ou émet des hypothèses sur la profession de la mère de Mussolini ; encore constate-t-on, à partir de listes établies de notre côté des Alpes (inscrits de

* *Historien, Université Pierre Mendès France, Grenoble*

telle ou telle section locale, naturalisés privés de la citoyenneté française par la dictature vichyste), que Rome n'en a repérés qu'à peu près un sur dix. Certains émigrés ont joué un grand rôle en Italie après la Libération, dans l'opposition de gauche, dans certaines municipalités, mais aussi au gouvernement avant la guerre froide puis au gré des alliances de la Démocratie chrétienne, qui gouverne de 1945 à 1992.

Le temps de l'organisation

De façon générale, l'émigration politique se structure tardivement, ne serait-ce que parce que quatre ans s'écoulent entre l'arrivée de Mussolini au pouvoir, à la tête d'un gouvernement de coalition, et la suppression de toutes libertés. On pouvait encore avoir l'impression que le combat politique restait possible dans la péninsule. Il faut ensuite un peu de temps pour qu'autour des leaders contraint à l'expatriation, se reconstituent des partis en exil et non plus seulement des sections à l'étranger, et pour que l'antifascisme non communiste s'organise en un cartel, la Concentration antifasciste, ou CA, avec son hebdomadaire, *La Libertà*, et rassemblant les deux partis socialistes, réformiste et maximaliste, la Confédération générale du travail, ou CGL, liée aux premiers, le Parti Républicain, et la Ligue Italienne des Droits de l'Homme, ou LIDU, laquelle accueille également des catholiques, des libéraux, des anarcho-syndicalistes, des libertaires³. Et pour que les socialistes, sa principale composante, se recomposent. Après des mois de tensions, les maximalistes, riches en militants mais pauvres en leaders d'envergure internationale, se scindent à leur congrès de mars 1930, organisé à Grenoble. Autour de Pietro Nenni, une majorité fait scission et rejoint le parti réformiste, adhérant à l'IOS, la seconde Internationale, fournissant les militants qui manquaient à ses prestigieux leaders.

Les socialistes italiens de Grenoble sont parmi les scissionnistes, même s'ils conservent de la sympathie pour leurs anciens camarades. Ils sont aidés par leurs camarades français de la SFIO, donc désormais de la même internationale, qui leur ouvrent parfois leur journal, *Le Droit du peuple*. Avec les sections d'Annecy, Annemasse et Lyon, ils sont l'essentiel de la récente fédération du Centre⁴. Parallèlement, s'organise une section de la Ligue italienne des Droits de l'Homme, seule créée dans les Alpes en 1929, et qui organise par exemple une conférence du socialiste valentinois

Marius Moutet et de Luigi Campolongo, président national de l'organisation⁵.

Les deux groupes ont en gros les mêmes militants, et les mêmes animateurs, dont Livio Pivano. Ils participent d'un même esprit, attaché à l'internationalisme et à la solidarité prolétarienne, activiste, en tous cas peu favorable au modérantisme officiel lié aux nécessités et au poids des leaders historiques du réformisme. Ainsi, en 1930, quand il est question pour l'antifascisme de proclamer qu'il se rallierait à la France en cas de conflit armé, Pivano s'exclame : « Nous sommes socialistes internationalistes et ligueurs, nous ne serons ni pour l'Italie ni pour la France »⁶. La section de la LIDU est toujours sur cette position en 1933, et Oreste Donati, proche des maximalistes, combat l'idée d'une liste des émigrés refusant de répondre à un ordre de mobilisation du gouvernement fasciste : il agite le souvenir du « Carnet B » d'avant 1914, liste de ceux que l'autorité militaire française entendait arrêter en cas de guerre, et évoque le spectre d'exécutions et de fusillades⁷.

Pour la solidarité, en 1930 encore, un autre ligueur, Calogero Fazio, est en première ligne lorsque, face à la crise, Mussolini rouvre la frontière, permet de nouveau aux Italiens d'émigrer, et que ces derniers sont mal accueillis par les responsables de l'antifascisme, qui, comme le secrétaire général de la Ligue, leur reprochent de n'avoir senti « l'intolérable honte du fascisme sinon lorsqu'ils ont eu l'estomac vide »⁸. Fazio, lui, condamne tout « refus de solidarité » : ne pas s'ouvrir à eux interdirait de jouer quelque rôle que ce soit, et réduirait l'action à « une quelconque conférence antifasciste ».

L'activisme

L'activisme, lui, se manifeste par exemple en 1932, quand la section socialiste considère que la CA devrait avoir pour programme minimum celui de Giustizia e Libertà ou GL, organisation fondée en 1929 par Carlo Rosselli, juste évadé des Lipari, adhérant au cartel mais entendant organiser des gestes spectaculaires contre le fascisme, à commencer par un vol sur Milan avec lâcher de tracts. Mais après quelques mois, cette même section socialiste ne peut se satisfaire du « socialisme libéral » de GL, ni de son appui aux leaders réformistes, et est déçue par les limites de son action. En 1933, elle est dans les premiè-

res à demander la rupture avec GL et la CA, et un rapprochement avec les communistes, garantie supposée de radicalité et d'action⁹. De même, dès 1930, la section de la LIDU parle de travailler sans se soucier de la direction parisienne du cartel, voire de s'en détacher. En contradiction avec les principes de Fazio, elle tarde à organiser des permanences pour conseiller les immigrés, considérant que ce n'est pas très utile, et préfère rêver de recourir à la force¹⁰, « faire quelque chose de mieux que les protestations habituelles » lors du départ d'un voyage organisé par le *dopolavoro*, l'organisation de loisirs gouvernementale, quitte à en rester aux velléités, en dehors de manifestations lors du départ pour Rome de l'Harmonie italienne et de l'inauguration de la *Casa del fascio*, les locaux de la section locale fasciste¹¹. Pour Oreste Donati, dans *Le Droit du peuple*, malgré la tradition légaliste de la Ligue des Droits de l'Homme, on ne peut désormais combattre le fascisme « par l'application pure et simple du droit, de la justice et de la légalité »¹². Cet activisme, ravivé par les inquiétudes qui suivent l'émeute de l'extrême-droite parisienne du 6 février 1934, est assez fort pour faire taire les objections quant aux listes de réfractaires à une mobilisation italienne, quand l'idée est relancée par la gauche de GL¹³. Mais en pratique, l'activisme se résoud souvent en réunions, en approbations enthousiastes de Français hostiles à Mussolini, comme le socialiste Renaudel qui déclare à Genève qu'il « ne prend [...] pas de leçon de représentants d'un régime qui a assassiné Matteotti »¹⁴, le député réformiste assassiné par l'entourage de Mussolini en 1924, ou encore en commémorations, comme celle du même Matteotti, ou de Turati, mort en exil¹⁵.

Ce discours activiste, couplé à l'impossibilité d'agir, est un héritage du révolutionnarisme verbal déployé en Italie, au lendemain de 1918, par les maximalistes. Mais il renvoie aussi à des difficultés concrètes, un isolement, une frustration devant l'inaction forcée. La difficulté à s'enraciner dans la masse des immigrés engendre l'activisme, et l'hypercritique envers la direction du parti. De plus, à partir de 1931, la crise économique frappe la France, y exacerbe la xénophobie, multiplie les problèmes matériels, impose des déplacements en quête de travail qui désorganisent les sections. Toute la fédération socialiste est ébranlée. La LIDU grenobloise s'effondre un moment¹⁶. Même si des efforts sont faits pour resserrer les liens avec la section locale de la Ligue française et pour recruter, la situation reste délicate, par exemple du

point de vue financier. S'y ajoute, parce que l'exil use les volontés et que le régime mussolinien semble stable, des abandons, des reniements, comme celui de Fazio qui, ayant pu rentrer en Italie, dit que le régime a changé, et est exclu de la section. Le fait que le congrès général de la LIDU se tienne à Grenoble en 1934 est loin d'être un signe encourageant, le choix a été dicté par les difficultés générales de l'organisation²⁶, le banquet et le meeting franco-italien, traditionnels, ont dû être supprimés²⁷, peu de délégués se



sont déplacés, ceux chargés de rapports se sont parfois contentés d'envoyer leur texte¹⁹, les discours tenus tombent à plat²⁰, et la presse locale ne donne guère d'écho à la manifestation²¹.

L'antifascisme est alors au plus bas, victime des effets de la crise économique, traumatisé par le six février qui fait craindre l'instauration d'un régime autoritaire et un nouvel exil forcé, et en tous cas amène au pouvoir des équipes mal disposées envers les exilés. Et il est divisé, avec la dissolution de la CA après de dures polémiques entre les socialistes et GL, dissolu-

tion mal vécue, même par ceux qui étaient hostiles à sa ligne modérée. Elle est déplorée, en particulier, par la LIDU grenobloise²². Une période s'achève, sur une recomposition de l'antifascisme, puisqu'après le six février, et parce que Staline a enfin compris le danger représenté par le nazisme, et après quelques mois d'hésitations où les polémiques perdurent, la hache de guerre est enterrée entre communistes et socialistes, français puis italiens.

Les communistes

La documentation utilisée a amené à ne pas parler jusque là des communistes, beaucoup plus présents ensuite à travers l'UPI, satellite de leur parti. On peut considérer qu'ils n'appartiennent pas tout à fait à l'émigration antifasciste, non parce que les consignes du parti les ont coupés des autres organisations, mais que par principe ils doivent militer dans l'organisation locale, donc au PCF²³. Par commodité, ils y forment des groupes de langue. Au plan national, ceux-ci connaissent une crise, parallèle à celle du communisme dans son ensemble. Ils passent de 6 000 militants en 1925 à 4 000 en 1926, 2 500 en 1927, 2 200 fin 1928²⁴. L'Isère semble cependant particulièrement importante. Grenoble est le siège d'un des dix comités régionaux d'alors²⁵. Et selon un rapport interne du PCI, « dans de nombreuses sections comme par exemple : l'Isère, la Haute-Savoie, la Savoie, la Drôme et dans plusieurs autres, [les Italiens] représentent la base prolétarienne du PCF qui quant à lui est constitué en grande partie de petits bourgeois »²⁶. Même si ces propos reflètent les tensions entre les deux partis « frères », ils renvoient aussi au fait qu'en Isère, département de gauche, le communisme a une audience limitée jusqu'à 1945, même s'il a été majoritaire parmi les militants lors du congrès de Tours, en 1920.

À Grenoble, de législative en législative, son électorat se tasse. Même en 1936, il ne retrouve pas celui des années vingt. Quand il se maintient au second tour, nombre de ses électeurs se détournent de lui, préférant la « discipline républicaine » à la tactique dite « classe contre classe ». Des militants démissionnent pour raisons de travail, d'autres quittent le parti ou sont exclus. En 1928, une épuration sévère n'en laisse que 82 pour la ville. Mais parmi les nouveaux recrutés, on compte des Italiens, comme Remo Perinetti²⁷. Cela donne l'importance de leur apport à un parti en difficulté, mais en principe, ils ne devraient pas agir en tant qu'Italiens.

Par ailleurs, ils sont tels, aux yeux d'une opinion publique à laquelle, comme le notent Pierre Broué et Huvert Desvages pour la fin des années trente, ils ont « contribué à donner du PC isérois l'image d'un parti marginal, presque un parti de travailleurs immigrés »²⁸. Ils restent également transalpins à leurs propres yeux, d'où l'intensité des polémiques contre l'antifascisme non-communiste.

Le tournant

1934 est un tournant non seulement pour les alliances, mais aussi pour l'ambiance générale au sein de l'immigration politique. Non que les difficultés s'apaisent. La crise continue. Police et administration sont très hostiles, et en 1935, le rapprochement diplomatique franco-italien ne peut qu'inquiéter les exilés²⁹. Mais la situation se détériore moins qu'ils ne l'ont craint. Passé le premier choc de la crise, la gauche française fait montre de plus de solidarité. Secouée par le six février, elle entend utiliser les exilés comme témoins des vices et des tares du fascisme. Elle se rapproche d'eux, même si, dans l'opposition, elle ne peut guère les aider. D'autres facteurs peuvent jouer, et même la dissolution de la CA, laquelle permet le retour dans la LIDU de maximalistes qui en étaient partis à un moment où leur parti avait claqué la porte du cartel³⁰. À Grenoble, on signale de nouveaux adhérents, et la base veut relancer l'activité, avec des conférences culturelles mais à fonction politique, la volonté de créer des structures de sociabilité dont une fanfare, et une agitation pour un statut juridique des étrangers, mais aussi un appui aux luttes sociales locales, avec par exemple une quête pour les mineurs grévistes de La Mure³¹. Cela se précise avec le Front populaire. Un accueil très chaleureux est fait au président de la LIDU³². Des contacts sont pris pour la création de sections dans le département — mais hors de l'agglomération³³. De nouveaux recrutements sont signalés à Grenoble. Des responsables locaux de la Ligue française apportent leur appui, même lors de simples réunions de section³⁴. Avec la Guerre d'Espagne, on a une mobilisation pour la République, des départs spontanés de volontaires, des collectes pour leurs enfants (ce qui peut être une façon d'aider l'Espagne sans financer les communistes), et des commémorations des morts au combat, responsables nationaux ou militants locaux³⁵. Un réveil semble aussi en cours côté socialiste. Fin 1936, après un an de fusion avec la fédération du Sud-Est centrée sur Marseille, correspondant à un quasi-aveu de faillite, la fédération

du Centre est réorganisée autour de Genève, mais avec des représentants spécifiques du Lyonnais et de Grenoble, ce qui suppose quelque poids, et quelque autonomie³⁶.

Les communistes bénéficient sans doute du même mouvement, en particulier du point de vue syndical, grâce aux militants dépêchés ou recrutés sur place depuis la fin des années vingt. Reste que jusqu'au début 1937, même si le nombre d'adhérents grenoblois, italiens ou français, a décuplé en huit ans, atteignant les 700³⁷, les résultats électoraux sont médiocres, et, de Lyon à la Savoie en passant par Grenoble, côté italien au moins, on a du mal à aller au-delà de l'implantation militante, à attirer des sympathisants, à faire vivre les organisations satellites. Les choses changent en mars 1937, quand la principale de ces dernières, le Front unique, en congrès à Lyon, se transforme en Union Populaire Italienne, laquelle revendique bientôt 40 000 adhérents au plan national³⁸. Le parti communiste lui fournit des militants de base, et ses cadres : à Grenoble le président, le secrétaire³⁹. Mais elle recrute au-delà du vivier des militants. L'Isère est citée parmi les exemples de réussite et lorsque le secrétaire national, Romano Cocchi, est à Grenoble, il tient des propos optimistes quant aux perspectives de recrutement⁴⁰. L'organisation rassemble 500 personnes pour une réunion en février 1938, crée des sections à Claix, Pont-de-Claix, et dans le quartier Berriat⁴¹. Le succès permet l'existence d'un local spécifique, ce qui est exceptionnel dans le ressort du consul de Chambéry. Les effectifs s'accroissent encore début 1938, à Grenoble⁴² comme ailleurs. Dans les souscriptions de *La Voce degli italiani*, le quotidien de l'UPI, apparaissent les noms de Fontaine, Pont-de-Claix, Gières, Domène, Saint-Martin-le-Vinoux⁴³. S'y ajoutent des cercles de jeunes, cinq dans le département, dont Grenoble, Grenoble-Saint-Laurent et Fontaine, et des sections féminines, rassemblant 120 adultes et 40 jeunes filles à Grenoble, et existant aussi à Fontaine, ainsi qu'à La Mure, La Motte d'Aveillans et Vizille⁴⁴.

Encadrement des immigrés

En pratique, il ne s'agit guère de politiser les immigrés, mais de les encadrer, de façon souvent assez superficielle, pour les détourner des consulats, en diffusant un discours assez contradictoire mais consensuel, fait d'interclassisme, de main tendue, d'italianité, de francophilie, de modernité et de démocratie. Pour cela, il faut une aide concrète, mais aussi

un réconfort psychologique, donnant aux inscrits l'impression de s'inscrire dans un mouvement général de la société française, entre aide à l'Espagne et Front populaire, même si celui-ci est en crise. Les liens réels ou supposés avec les autorités françaises sont fondamentaux. Cela ramène d'ailleurs au politique, à travers la participation de l'UPI à la manifestation du 14 juillet 1937, avec trois banderolles, et « Bandiera rossa » chantée à côté de « La jeune Garde », de « L'Internationale » et de « La Marseillaise », un soutien financier au moins symbolique aux travailleurs du bâtiment de l'Isère en grève, certes pour l'essentiel italiens⁴⁵, etc. Mais l'UPI est aussi et surtout une structure de convivialité, avec une « boule ouvrière » fondée à Grenoble par un ancien volontaire en Espagne, des cours de danse pour jeunes filles, une fanfare, une chorale, une bibliothèque, ou des sections essentiellement italiennes de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail à Fontaine, Saint-Martin d'Hères et Échirolles. Début 1938, fêtes, réunions et conférences sont pratiquement hebdomadaires⁴⁶.

L'un des objectifs de l'UPI est d'attirer ceux qui ne se sentaient pas concernés par l'antifascisme, en particulier les derniers arrivés, les méridionaux, oubliés auparavant. Le modèle est sans doute dans les grèves de 1936, auxquelles ont participé des gens jusque là dans la mouvance gouvernementale, donc fasciste. Grenoble est très concernée, parce que l'émigration méridionale y est plus importante qu'ailleurs. Le recrutement a commencé avant la création de l'UPI, avec des *patronati*, structures souples destinées à « patronner », à aider, des victimes du fascisme, de préférence dans la région d'origine des donateurs. On en trouve à Grenoble parmi les Coratins, à Fontaine parmi les Siciliens. S'y ajoutent des *fratellanze*, associations d'originaires, apolitiques, destinées à détacher des Italiens des consulats. Une *fratellanza* sicilienne, fraîchement créée, est représentée au congrès constitutif de l'UPI, au printemps 1937 à Lyon. Son animateur, De Palma, parlait de réunir de 400 à 500 adhérents, et en est à quelque 300 un an plus tard, lorsqu'est inauguré son drapeau⁴⁷. Toujours en 1937, une *fratellanza* des Pouilles compte 185 inscrits, et a l'appui du leader syndicaliste communiste, Giuseppe Di Vittorio, originaire de la région, et qui préside à l'inauguration de son drapeau⁴⁸.

Ces groupes, satellites d'une UPI elle-même satellite du PCI, sont directement liées à elle. Ainsi, la *fratellanza pugliese* lui prête ses locaux pour fêter un



volontaire rentrant d'Espagne⁴⁹. Par ailleurs, l'UPI se veut un vecteur d'italianité, en direction par exemple de certains de ses cadres locaux, qui ne parlent que leur dialecte régional, comme le responsable de la *fratellanza pugliese*, ou le Sicilien délégué au congrès annuel, en 1938⁵⁰. Les jeunes, déjà fort francisés, sont aussi concernés, comme la secrétaire de leur groupe local, qui semble ignorer sa langue maternelle, ou un autre jeune, vénète, s'exprimant tout aussi difficilement⁵¹. Cela explique l'existence, à côté de cours d'alphabétisation, de cours d'italien, et le fait que la bibliothèque déjà évoquée a été créée par des jeunes « pour connaître la littérature italienne »⁵².

Tensions

En ascension, mettant en avant des éléments sans « quartiers d'antifascisme », voire longtemps liés aux organisations gouvernementales, et ayant tendance à prétendre au monopole de l'encadrement de l'émigration et des rapports avec la France du Front populaire, l'UPI suscite des réactions mitigées dans les autres organisations d'émigrés. On hésite entre le ralliement, parce que c'est un instrument offrant un réel contact avec des masses, et une franche hostilité

renforcée par les exactions staliniennes en Espagne et les procès de Moscou. Seule la volonté de se ranger aux côtés de la France en cas de conflit, selon des modalités diverses, maintient une cohésion, et isole une extrême-gauche maximaliste et anarchiste, au pacifisme quelque peu abstrait. Cela ne suffit pas pour faire taire l'hostilité de la section grenobloise de la LIDU. Dans les congrès nationaux, Zanone se comporte en allié modéré des maximalistes⁵³, et la section insiste sur la nécessité de défendre les Droits de l'Homme « en tous temps et en tous lieux », ce qui vise l'URSS⁵⁴. En fait, au-delà des questions de principe et des impératifs moraux, les organisations non communistes sont peuplées de vieux militants à l'antifascisme éprouvé, mais refermés sur eux-mêmes, qu'ils n'aient pas voulu ou pas pu s'ouvrir à la masse de l'émigration économique. Au contraire, l'UPI et ses satellites se sont adressés aux « masses influencées par le fascisme »⁵⁵. À ces dernières, les structures officielles apportaient des avantages matériels immédiats, précieux en temps de crise, et elles leur permettaient d'afficher leur italianité dans un cadre légaliste supposé amadouer les autorités du pays d'accueil. Le basculement politique de mai 1936 leur a fait chercher d'autres structures, plus proches du nouveau gouvernement, tandis que les grèves de juin, vécues aux côtés des salariés autochtones, ont entraîné un flot d'adhésions à la CGT réunifiée. À cela s'ajoute l'opposition entre une « vieille » émigration, septentrionale, supposée intégrée, et les nouveaux, méridionaux, dont, en dehors même des racismes entre Italiens, on peut supposer qu'ils sont moins bien acceptés en France, et risquent, par assimilation, de renvoyer les plus anciens à un statut antérieur et inférieur.

Au même moment, les communistes sont à la recherche de « trotskystes italiens » à charger de tous les maux, conformément au modèle stalinien, et les ont trouvés dans ce qui reste du socialisme maximaliste, et chez ses sympathisants. Les ligueurs grenoblois unanimes condamnent les « violentes attaques contre de supposés ennemis du peuple » et les cris de fanatiques empêchant un vieux socialiste de parler dans une réunion publique. On s'accuse mutuellement d'être lié au consulat. L'UPI défend ceux qui ont quitté les organisations gouvernementales, comme le président de la *fratellanza* des Pouilles, venu des anciens combattants officiels, mais elle pratique l'amalgame entre anarchistes, maximalistes, trotskystes et fascistes, appelle à « frapper sans pitié la provocation », refuse de publier une réponse qualifiée de peu unitaire⁵⁶. La

polémique continue. Chacun tente de faire peser la responsabilité sur l'autre, feint de lâcher du lest, mais reste sur ses positions⁵⁷, la section de la LIDU publie un communiqué spécifiant qu'elle n'a rien de commun avec l'UPI, au grand dam du président d'honneur local de celle-ci, un Français sans doute peu au fait des conflits internes de l'antifascisme, et à l'enterrement de son secrétaire, aucun communiste n'est invité⁵⁸.

Difficultés avec la France

À ces tensions, s'ajoutent des difficultés avec la France. Même sous Léon Blum, bien que d'anciens décrets d'expulsion pour grève ont été abrogés, des policiers ont continué de tenir l'apolitisme pour positif⁵⁹, donc la politisation d'étrangers pour condamnable. La situation s'aggrave sous Édouard Daladier, qui, en mai 1938, commence la publication de décrets sur, et contre, les immigrés. L'agonie du Front populaire, puis le semi-échec de la grève générale du 30 novembre entraînent une violente répression patronale, que le Préfet, les élus et la Chambre de commerce tentent de modérer, mais qui décapite le mouvement syndical⁶⁰. Le climat a changé. L'UPI continue d'afficher son loyalisme, elle a appelé à l'engagement au moment de Munich, publié un communiqué disant qu'elle met ses sections à la disposition des autorités⁶¹, mais elle peut de moins en moins prétendre apporter à ses adhérents une sécurité face à ces autorités.

Comme ailleurs, le pacte germano-soviétique coupe court à toute évolution. La direction nationale se divise, une faction maintient l'organisation sur une ligne francophile, jouant la masse des adhérents contre les cadres locaux communistes. Sa situation est très difficile en Isère : en général la fidélité aux consignes de la direction a été inverse de l'intégration politique, faible dans un département où le PCF a peu d'élus, et où ses rapports avec le reste de la gauche se sont assez dégradés pour que dès mars 1939, la fédération SFIO ait interdit à ses adhérents de participer à toute manifestation commune⁶². Des sections peuvent avoir continué de fonctionner, de l'argent provient du département dans les souscriptions de *L'Unione*, le mensuel qui tente de faire exister l'UPI après l'interdiction de *La Voce degli italiani*. Les sommes sont comparables à celles provenant de départements qui auparavant distançaient de loin l'Isère (Rhône, Bouches-du-Rhône, Meurthe-et-Moselle ou Moselle). Mais elles sont très réduites, et, un peu dans la lignée des créations de sections début 1939, elles viennent de lieux isolés,

extérieurs à l'agglomération grenobloise pour ce qui nous concerne.

Le bilan peut sembler très négatif : des polémiques, des difficultés pour aller au-delà d'un cercle étroit de militants et, quand l'UPI y parvient, de nouvelles polémiques. Le tout avant un effondrement dont on ne peut dire qu'il aurait été évité si la Troisième République n'avait pas succombé, tant pèsent la montée de la xénophobie dans l'opinion publique et l'administration d'une part, et de l'autre les conflits entre groupes.

Reste que ce bilan n'est pas particulier à Grenoble, ni à l'Isère⁶³. Et qu'il ne tient pas compte, au-delà même de la nécessité morale du témoignage, des prolongements de l'antifascisme, dans la Résistance et au-delà. Ceux-ci sont difficiles à mesurer, faute d'une prosopographie des militants et des résistants, probablement impossible à mener au degré de précision qui serait utile. Il est difficile de savoir si quelqu'un a été inscrit dans des organisations dont le souvenir a été effacé par les événements ultérieurs, d'autant que l'UPI a été victime d'une *damnatio memoriae*, la tradition communiste reprochant longtemps à sa direction d'avoir rompu avec le parti lors du pacte germano-soviétique, et l'antifascisme non-communiste gardant le souvenir de son stalinisme antérieur. Il est encore plus difficile de dire qui a été influencé par un parent, un ami, un voisin, et comment les traditions politiques se transmettent. Mais il est difficile d'imaginer une absence de continuité entre antifascisme et Résistance. Des liens directs sont d'ailleurs repérables, on retrouve par exemple Remo Pertinetti, mais aussi Vittorio Zanone, représentant GL au Comité Italien de Libération Nationale de Grenoble, présidé par Ernest Pivano, entrepreneur en peinture, dont il faudrait préciser le lien avec Livio Pivano⁶⁴.

Cependant, en sens inverse, début 1945 un groupe de Résistants piémontais est présent à Grenoble, pour obtenir des armes en retour d'informations sur les troupes allemandes occupant toujours leur région. Ada Gobetti, antifasciste de longue date, liée à GL, qui fait le récit de ce séjour, détaille ses contacts avec des militaires alliés, avec l'Union des Femmes Françaises, et avec d'autres Résistants italiens repliés dans la ville, mais elle ne fait pas allusion à des Italiens installés de longue date. Et lorsqu'elle entre en contact avec une militante socialiste, elle la rencontre à Lyon⁶⁵.

Il y aurait là, dans le chantier permanent qu'est la recherche historique, un travail à mener, éclairant l'histoire de l'antifascisme et celle de la Résistance, celle de la France, de Grenoble, et de l'Italie.

- ¹ Sur elle, voir Aldo Garosci, *Storia dei fuorusciti*, Bari, Laterza, 1953 ; Jacques Droz, *Histoire de l'antifascisme en Europe 1923-1939*, Paris, La Découverte, 1985 ; Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, ÉFR, 1986 ; Simonetta Tombacini, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Milan, Mursia, 1988.
- ² Sur eux, voir Giovanna Tosatti, « Il Ministero degli interni : le origini del casellario politico centrale », in (coll.), *Le riforme crispine, volume primo, Amministrazione centrale*, Roma, Giuffrè, 1990, p.447-485. Cf. Pierre Milza, « « Émigrés politiques » et « Émigrés du travail » italiens en France d'après le fonds du Casellario politico centrale », in *Mélanges de l'École française de Rome - Moyen-âge / Temps modernes*, 1988-1, p.181-186 ; Éric Vial, « Le Casellario politico centrale, source pour l'histoire de l'émigration politique », in Pierre Milza (dir.), *op. cit.*, p.155-167.
- ³ Cf. Santi Fedele, *Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934*, Milan, Feltrinelli, 1976.
- ⁴ Luigi Di Lembo, « L'organizzazione dei socialisti italiani in Francia », in coll., *L'emigrazione socialista nella lotta contro il fascismo (1926-1939)*, Florence, Sansoni, 1982, p. 221-261, p. 249.
- ⁵ *La Liberté*, 17 mars 1929, et *passim, ibid.* 14 août 1929.
- ⁶ ACS, G1 234, Chambéry 12 novembre 1930. La même réaction internationaliste amène à s'intégrer au pays d'accueil, la mise à égalité des nations aidant à s'installer dans celle où l'on vit.
- ⁷ *L'Avanti - Avvenire del lavoratore*, 25 novembre 1933 ; ACS, PPM 34, Marseille, 21 janvier 1934 ; ACS, PPM 32, Grenoble 20 novembre 1933.
- ⁸ ACS, CPC 1632, Alceste De Ambris à Calogero Fazio, 18 octobre 1930.
- ⁹ Luigi Di Lembo, art. cit., p. 249.
- ¹⁰ ACS, G1 234, Chambéry, 7 avril 1930 ; ACS, PPM 32, Grenoble, 30 mai 1932, 13 juin 1933 ; *La Liberté*, 25 mai 1933.
- ¹¹ *La Liberté*, 16 juin 1932, 23 mars 1933 ; les rapports de la police grenobloise sur ces manifestations sont cités par Anne-Marie Bianchi, « L'opinion grenobloise... », art. cit., p. 296.
- ¹² « Le Remède », *Le Droit du peuple*, 3-4 juin 1933.
- ¹³ Zanone, ligueur et membre de GL, approuve l'initiative (ACS, PPM 32, Grenoble, 19 février 1934)
- ¹⁴ ACS, PPM 32, Grenoble, 26 juillet 1932.
- ¹⁵ *Ibid.*, 7 avril 1932.
- ¹⁶ Luigi Di Lembo, art. cit., p. 249 ; ACS, CPC 1966, Lyon, 11 mai 1931.
- ¹⁷ *Giustizia e Liberté*, 7 septembre 1934, *L'Avanti - Avvenire del lavoratore*, 8 septembre 1934.
- ¹⁸ *Giustizia e Liberté*, 5 et 19 octobre 1934 ; ACS, PPM 26, Grenoble, 15 octobre 1934.
- ¹⁹ ACS, CPC 988, Grenoble, 23 octobre 1934.
- ²⁰ C'est le cas d'une diatribe en faveur des Italiens expulsés après le six février (ACS, CPC 988, Grenoble, 23 octobre 1934 ACS, PPM 26, Paris, 23 octobre 1934 ; *Giustizia e Liberté*, 26 octobre 1934), mais aussi du discours du juriste Silvio Trentin, de GL, approuvé par Zannone, sur la nécessité d'autonomiser la LIDU en la dotant d'un programme, et de dépasser le volet purement politique des droits de l'Homme, motion enterrée sous un monceau de fleurs (Éric Vial, *LIDU 23-34...*, *op. cit.*, p. 531-532 ; *Giustizia e Liberté*, 26 octobre 1934, *La Lega*, 1er décembre 1934).
- ²¹ ACS, G1 236, s.d.
- ²² ACS, G1 236, s.d. ; ACS, PPM 26-2, Grenoble, 23 octobre 1934, .
- ²³ Cf. Angelo Tasca, « Per una storia politica del fuoruscitismo », *Itinerari*, 1954, p. 230-250, 355-367.
- ²⁴ Cf. Loris Castellani, « Un aspect de l'émigration communiste italienne en France : les groupes de langue italienne au sein du PCF (1921-1928) », p. 195-221 de Pierre Milza (dir.), *op. cit.*, p. 212 sqq.
- ²⁵ Avec Paris, Lyon, Roubaix, Marseille, Knutange, Hussigny, Saarbruck, Sète et Alès.
- ²⁶ Fondazione Gramsci, Rome, Archives du parti communiste (APC), 691, 16 mai 1928.
- ²⁷ Pierre Bolle, « Politique et urbanisme durant l'entre-deux-guerres », p. 347-384 de Vital Chomel (dir.), *Histoire de Grenoble*, Toulouse, Privat, 1976. Pour les résultats électoraux : 11,7 % en 1924, 11,3 % en 1928 (4,9 % au second tour), 9 % en mai 1932 (et 2,6 %), 7,4 % aux partielles de novembre 1932 (et 2,5 %), 10 % en 1936 (*ibid.*)
- ²⁸ Pierre Broué et Hubert Desvages, « L'Isère », p. 317-324 de Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost et Jean-Pierre Rioux (dir.), *Les Communistes français de Munich à Chateaubriant (1938-1941)*, Paris, FNSP, 1987, p. 317.
- ²⁹ Cf. Pierre Guillen, « La Question des « fuorusciti » et les relations franco-italiennes (1925-1935) », p. 21-38 de *Italia e Francia dal 1919 al 1939*, Milan, ISPI, 1981.
- ³⁰ ACS, PPM 26, Paris, 18 mars 1935 ; *Giustizia e Liberté*, 18 mars 1935 ; *L'Avanti* 1, 20 octobre 1935.
- ³¹ *Giustizia e Liberté*, 29 mars, 27 décembre 1935, 31 janvier, 10 avril 1936.
- ³² Archives municipales de Grenoble, (538) 1243(1), manifestations, Grenoble, 21

avril 1937.

- ³³ À Saint-Laurent du Pont, Mens, Bourgoin, Vienne, Roybon, Vizille, Les Avenières : *Giustizia e Liberté*, 30 avril 1937, *Il Nuovo Avanti*, 1er mai 1937.
- ³⁴ ACS, PPM 144, Grenoble, 13 XII 37, *Giustizia e Liberté*, 23 avril, 4 juin, 22 octobre 1937.
- ³⁵ *Ibid.*, 23 octobre 1936, 19 février, 23 et 30 avril 1937.
- ³⁶ Luigi Di Lembo, art. cit., p. 250
- ³⁷ Pierre Bolle, art. cit., p. 377.
- ³⁸ Même si un responsable communiste adversaire de son secrétaire national parle en 1938 de 14 000 (APC 1455, 18 octobre 1937) on a de loin l'organisation la plus considérable de l'émigration politique.
- ³⁹ ACS, AGR 1937 66, Rome, 16 août 1937 ; ACS, G1 317, Rome, 18 février 1939 ; et par exemple AD 38, 13 R 896, Grenoble, 13 mars 1942.
- ⁴⁰ *La Voce degli italiani*, 2 novembre 1937 ; ACS, G1 316, Grenoble, 3 février 1938.
- ⁴¹ ACS, G1 318, Grenoble, Rome, 7 mars, 26 mai 1938 ; *La Voce degli italiani*, 13 septembre 1938.
- ⁴² ACS, AGR 1938 22, Chambéry, s.d., (avril 1938) ; *Giustizia e Liberté*, 11 et 18 février, 1er avril 1938 ; *La Voce degli italiani*, 6 avril 1938.
- ⁴³ Et plus loin, La Buisse, Vizille, Vif, Rioupéroux, *La Voce degli italiani, passim.*
- ⁴⁴ ACS, G1 316, Grenoble, 3 février 1938, *La Voce degli italiani*, 6 février, 17 avril, 26 juillet 1938 ; on indique aussi 40 garçons et 20 jeunes filles inscrits dans le quartier Saint-Laurent (*ibid.*, 19 avril 1938).
- ⁴⁵ AD 38, 54M 34-1, Grenoble, 14 juillet 1937 ; *La Voce degli italiani*, 7 juillet 1938.
- ⁴⁶ *La Voce degli italiani*, 18 janvier, 2 février et 24 août 1938 ; ACS, G1 316, Rome, 15 mai 1938.
- ⁴⁷ *L'Idée Popolaire*, 11 janvier 1936 ; *La Voce degli italiani*, 15 mai 1938.
- ⁴⁸ ACS, AGR 1937 38, s.d., congrès national de front unique, mars 1937 ; ACS, G1 316, Grenoble 3 et 5 février 1938
- ⁴⁹ ACS, G1 316, Rome, 18 juin 1938. Le responsable de cette *fratellanza* porte le même nom, Di Palma, que le secrétaire du cercle grenoblois des jeunes, dont il n'est pas dit s'il appartient à la même famille, mais qui est originaire de la même région (ACS, AGR 37 66, Rome, 21 décembre 1937).
- ⁵⁰ ACS, AGR 1937 38, s.d., congrès national de front unique, mars 1937 ; ACS, PPM 38, Paris, 23 juillet 1938.
- ⁵¹ ACS, G1 316, Grenoble, 3 février 1938.
- ⁵² *La Voce degli italiani*, 3, 24 et 17 août 1938.
- ⁵³ *La Voce degli italiani*, 12 janvier 38 ; ACS, PPM 36, Paris, 2 août 1937 ; ACS, PPM 26, Paris, 2 août 1937.
- ⁵⁴ *Giustizia e Liberté*, 26 mars 1937.
- ⁵⁵ Déjà début 1934, la LIDU critiquait durement les communistes italiens de Grenoble pour avoir utilisé la soupe populaire du consulat (*La Liberté*, 25 janvier 1934).
- ⁵⁶ *La Voce degli italiani*, 6 octobre, 26 décembre 1937, 12 janvier 1938 ; *Giustizia e Liberté*, 15 octobre, 17 décembre 1937, *L'Avanti*, 31 décembre 1937.
- ⁵⁷ *Giustizia e Liberté*, 11 et 18 février 1938 ; ACS, G1 237, Rome, 26 avril 1938 ; *La Voce degli italiani*, 6 avril 1938. L'hebdomadaire républicain publie un communiqué indiquant que « les militants des vieilles organisations antifascistes sont complètement étrangers à ce qui advient et est advenu au sein de l'Union Populaire locale » (*La Giovine Italia*, 26 mars 1938). Ils demandent que cesse une « campagne de calomnie » (ACS, PPM 32, Grenoble, 5 avril 1938) et se prononcent pour la défense de tous les antifascistes victimes de persécutions et d'injustices, donc aussi de ceux qui sont victimes du stalinisme, de Moscou à l'Espagne (*La Giovine Italia*, 30 avril 1938). L'UPI joue l'irénisme, et feint de croire que ses adversaires l'appuient, titrant par exemple « la Lidu de Grenoble pour un front populaire italien » (*La Voce degli italiani*, 24 septembre 1938).
- ⁵⁸ ACS, G1 237, Chambéry, 25 mai 1939 ; *Giustizia e Liberté*, 23 juin 1939.
- ⁵⁹ AD 38, 63 M 102, dossier 84-37, Grenoble, 4 mai 1938 ; AD 38, 63 M 97, dossier 278, Fontaine, 7 novembre 1936.
- ⁶⁰ Pierre Guillen, « La Situation sociale en province : l'Isère », p. 156-168 de Édouard Daladier *chef de gouvernement*, Paris, FNSP, 1977.
- ⁶¹ *La Dépêche dauphinoise*, 1er octobre 1938.
- ⁶² Hubert Desvages, « Le Parti communiste et la résistance dans l'Isère : Histoire régionale et histoire nationale », p. 9-47 de Ettore Passerin d'Entrèves (dir.), *Guerra e Resistenza nelle regioni alpine occidentali : 1940-1945*, Milan, Angeli, 1980 ; Pierre Broué et Hubert Desvages, art. cit.
- ⁶³ Il faut ajouter que si, dans l'entre-deux-guerres, Grenoble, ville d'immigration italienne ancienne et massive, est loin d'être au premier rang du point de vue politique, elle n'est pas spectaculairement sous-représentée. Après tout, on peut comparer les 2 000 militants que l'UPI prétend mettre à la disposition des autorités, au moment de Munich (*La Dépêche dauphinoise*, 1er octobre 1938. Cf. *supra.*) même exagérés, aux 40 000 revendiqués pour l'ensemble de la France, et que l'on peut imaginer tout aussi exagérés. Le rapport n'est sans doute pas très différent de celui entre la population italienne du département et celle du pays.
- ⁶⁴ Hubert Desvages, art. cit., p. 20 ; Michel Chanal, « L'Occupation italienne dans l'Isère (nov. 42-sept. 43) », p. 133-171 de Ettore Passerin d'Entrèves (dir.), *op. cit.*
- ⁶⁵ Ada Gobetti, *Diario partigiano*, Turin, Einaudi, 1956. Cf. « Témoignage. Des Résistants piémontais à Grenoble dans l'hiver 1945 », p. 199-230 de *La Pierre et l'Écrit*, n°9, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2000.